



# Brèves économiques hebdomadaires d'Asie du Sud

Période du 31 juillet au 6 août 2020

Le 7 août 2020

## Résumé

**Afghanistan** : Nouvelles subventions de la Banque mondiale pour atténuer l'impact du Covid-19.

**Bangladesh** : Le Bangladesh va réviser son schéma directeur de l'énergie pour prendre en compte les effets du Covid-19. Il est désormais le 3ème fournisseur des Etats-Unis pour ce qui est de la filière textile habillement ; dans la même filière, le Bangladesh a vu sa part de marché mondiale progresser en 2019. En matière d'IDE, le chinois Yabang Group prévoit d'investir 300 M USD dans le textile et la chimie.

**Bhoutan** : Le Bhoutan en progrès dans la nouvelle étude des Nations-Unies sur l'e-gouvernement.

**Inde** : *Indicateurs macroéconomiques* : Le chômage est revenu en juillet au niveau pré-Covid 19 selon le centre pour le monitoring de l'économie indienne (CMIE). Dans un rapport publié le 4 août, le ministère des Finances considère que l'Inde se trouve sur une voie fragile de reprise économique. L'indice PMI des services apparaît en légère amélioration à 34,2 en juillet, après 33,7 en juin. Dans le secteur manufacturier, l'indice PMI indique une marque à 46 pour juillet, en repli par rapport à juin qui ressortait à 47,2. *Politiques monétaire et financière* : La Banque centrale (RBI) maintient son taux repo inchangé à 4 %. La RBI annonce de nouvelles mesures pour faire face aux conséquences de la pandémie en Inde. *Autres informations* : La YES Bank, établissement mal en point en mars dernier, a bouclé récemment l'offre publique de suivi (FPO) de 150 Mds INR.

**Maldives** : Covid-19 dégradation de la situation sanitaire.

**Népal** : Selon la Banque centrale, neuf mois en moyenne seront nécessaires pour que les industries et entreprises touchées par la pandémie reviennent à une situation normale. Le Népal pourrait subir une contraction de 28,7% des remises de fonds de ses expatriés en 2020, selon une étude de la Banque asiatique de développement (BAsD).

**Pakistan** : L'inflation mensuelle augmente de 9,3 % en juillet, soit une hausse de 2,5 % depuis mai. La BAsD place le Pakistan au 4ème rang des économies asiatiques qui seront les plus touchées par la crise économique (derrière Népal, Tadjikistan et Bangladesh). Les entreprises étrangères et les investisseurs individuels au Pakistan ont rapatrié près de 1,4 Md USD de bénéfices au cours de l'exercice 2019/20. Les exportations pour le premier mois de l'exercice 2020/21 ont enregistré une hausse de 5,8 % par rapport à juillet 2019, une première en quatre mois. Les ventes du secteur du ciment à + 37,8 % en g.a. en juillet, et celles de produits pétroliers à 3 % (à 1,7 millions de tonnes).

**Sri Lanka** : Croissance négative du PIB, à -1,6% pour le premier trimestre 2020. Chute des exportations de textile sur le premier semestre 2020. Fort impact de la crise sur les entreprises d'après un sondage de l'Association des employeurs de Ceylan (EFC).

**AFGHANISTAN**

- **Nouvelles subventions de la Banque mondiale pour atténuer l'impact du Covid-19 sur les ménages pauvres et protéger la sécurité alimentaire.** La Banque mondiale a approuvé deux subventions pour un total de 210 M USD de l'Association internationale de développement (IDA), dans le cadre d'une enveloppe financière plus large de 380 M USD, pour aider l'Afghanistan à amortir l'impact économique de la pandémie du COVID-19 sur les ménages afghans, soutenir les chaînes d'approvisionnement alimentaire essentielles et fournir une aide d'urgence aux agriculteurs. Le paquet financier comprend :

280 M USD pour le « *COVID-19 Relief Effort for Afghan Communities and Households (REACH) Project* ». 155 M USD proviennent de l'IDA et seront complétés par 125 M USD du Fonds d'affectation spéciale pour la reconstruction de l'Afghanistan (ARTF), géré par la Banque mondiale pour le compte de 34 donateurs. Le projet bénéficiera à quelque 2,9 M de ménages à travers l'Afghanistan et sera piloté par le Ministère de la réhabilitation et du développement rural (MRRD), la Direction indépendante de la gouvernance locale (IDLG) et la municipalité de Kaboul.

100 M USD pour financer le projet d'urgence agricole et d'approvisionnement alimentaire (EATS). La subvention comprend 55 M USD de l'IDA et sera complétée par 45 M USD de l'ARTF. Le projet vise à améliorer la sécurité alimentaire en augmentant la production alimentaire locale et en renforçant les chaînes d'approvisionnement alimentaire commerciales essentielles, en particulier le blé en tant que culture de base pour plus de 70% de la population afghane.

**BANGLADESH**

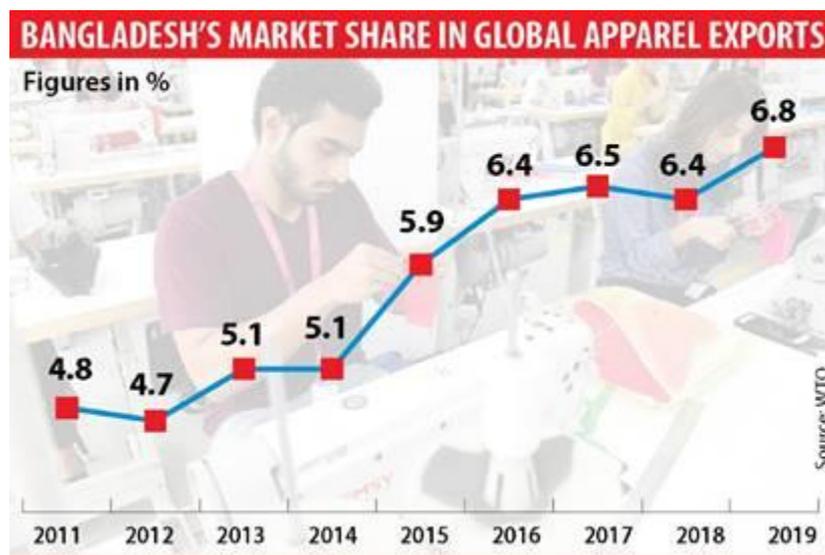
- **Le Bangladesh va réviser son schéma directeur de l'énergie pour prendre en compte les effets du Covid-19.** Deux ans après avoir apporté les premières révisions au *Power Sector Master Plan (PSMP) 2016*, les autorités locales envisagent à nouveau de modifier le plan stratégique de l'énergie, notamment pour prendre en compte l'impact du coronavirus sur la demande en électricité et sur les projets de construction de centrales thermiques. La capacité actuelle de production d'électricité du Bangladesh est de 21.000 MW, alors que la demande maximale oscille entre 10.000 et 12.000 MW. La *Power Cell* du ministère de l'énergie a demandé d'une part au cabinet PwC de conduire une étude sur les effets économiques du coronavirus sur le secteur de l'énergie et a d'autre part sollicité l'agence de coopération japonaise JICA pour mettre à jour le PSMP 2016. Les travaux commenceront d'ici octobre prochain.
- **Le Bangladesh est désormais le 3<sup>ème</sup> fournisseur des Etats-Unis pour ce qui est de la filière textile habillement.** L'étude annuelle *2020 Fashion Industry Benchmarking Study* réalisée par la fédération américaine *Fashion Industry Association (USFIA)* et l'université du Delaware auprès des principaux acteurs locaux de la confection positionne en 2019 le Bangladesh comme 3<sup>ème</sup> source d'approvisionnement, derrière la Chine et le Vietnam, devant l'Inde. Il était classé 5<sup>ème</sup> en 2016 et 2018. Cette performance est à mettre au crédit de la compétitivité-prix du pays, notamment sur les articles de coton, qui représentaient l'an dernier 77% des exportations de



confection vers les Etats-Unis. Par ailleurs, le Bangladesh fabrique lui-même les produits tissés, donnant ainsi davantage de flexibilité aux acteurs de la filière confection.

Le Bangladesh pourrait donc être l'un des principaux bénéficiaires des tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis, notamment s'il développe son offre sur les fibres artificielles (MMF). Les grands acheteurs restent cependant vigilants sur le respect des normes sociales et environnementales, en particulier depuis le départ en mai dernier des plateformes Alliance et Accord qui assuraient la supervision de la mise en conformité des usines locales.

- Dans la même filière, **Le Bangladesh a vu sa part de marché mondiale progresser en 2019.** Selon le rapport annuel de l'OMC publié début août (*World Trade Statistical Review 2020*), le Bangladesh représentait en 2019 6,8% du marché mondial de la confection, évalué à 411 Mds USD, contre 6,4% en 2018 (421 Mds USD). Le Vietnam, son principal concurrent, figure au 3<sup>ème</sup> rang mondial avec 6,2% (31 Mds USD d'exportations) ; la part de marché de l'Inde s'élevait à 3,5%, devant la Turquie (3,2%). La Chine, premier fournisseur mondial, a poursuivi son repli : sa part de marché se situait à 30,08% contre 39,3% en 2015. L'enjeu pour les années à venir est désormais d'inviter les industriels chinois à délocaliser leur production au Bangladesh, en misant sur des productions à forte valeur ajoutée.



- En matière d'IDE, **Le groupe chinois Yabang Group prévoit d'investir 300 MUSD dans le textile et la chimie.** Jiangsu Yabang Dyestuff Co. Ltd, filiale du groupe chinois Yabang Group, a signé cette semaine auprès de *Bangladesh Economic Zones Authority* (BEZA) le bail pour la location de 40 hectares de terrain. Le groupe chinois prévoit d'investir près de 300 MUSD dans le textile et la chimie sur la zone économique de *Bangabandhu Sheikh Mujib Shilpa Nagar*, à Mirsarai (sud-est). L'entreprise avait annoncé un peu plus tôt dans l'année un investissement initial à hauteur de 1 MdsUSD. Le groupe réalise un chiffre d'affaires de près de 5 MdsUSD.

Cet investissement se ferait en dehors de la zone économique dédiée à la Chine, *Chinese Economic and Industrial Zone* (CEIZ), qui doit voir le jour près de Chittagong. Approuvé par les autorités locales il y a cinq ans, ce projet ne s'est pas encore concrétisé alors qu'en juillet



2020, le contractant China Harbour a pressé BEZA pour pouvoir débiter les premiers travaux. China Harbour et BEZA ont formé une joint-venture, CEIZ Development Company, dans laquelle l'entreprise chinoise apportera 100 MUSD et BEZA 50 MUSD. Près de 60 entreprises auraient d'ores et déjà manifesté leur intérêt pour des investissements avoisinant 280 MUSD, notamment dans les secteurs de la logistique, de la chimie et du prêt-à-porter.

Ce qui reste pour l'heure des annonces s'inscrit dans un contexte d'investissements chinois dynamiques. Détenant 2273 MUSD (dont 833 MUSD de Hong-Kong), Pékin est le deuxième investisseur du Bangladesh, ex-æquo avec le Royaume-Uni. Les investissements concernent principalement l'énergie (969 MUSD, 43%) et le textile (632 MUSD, 28%). La Chine a massivement investi sur les deux dernières années. Lors de l'année fiscale 2018-19, le flux net s'est élevé à 1293 MUSD (dont 134 MUSD de Hong-Kong), en hausse de 600% en seulement deux ans.

	FY15	FY16	FY17	FY18	FY19
Flux IDE net (M USD)	143	179	181	697	1293
Dont Hong-Kong	93	127	112	191	134

Source : Bangladesh Bank

## BHOUTAN

- **Le Bhoutan en progrès dans la nouvelle étude des Nations-Unies sur l'e-gouvernement.** Le pays, doté d'un indice moyen de développement pour l'e-gouvernement (EGDI) bénéficie désormais d'un indice de haut-niveau. Avec un gain de 23 places dans le classement, le Bhoutan se positionne maintenant à la 103<sup>ème</sup> place sur 193. Avec ce nouveau classement, le Bhoutan est désormais répertorié, par le rapport de l'ONU, comme l'un des leaders en matière de gouvernement numérique au sein des 47 pays les moins avancés (PMA).

## INDE

### INDICATEURS MACROECONOMIQUES

- **Le chômage est revenu en juillet au niveau pré-Covid 19 selon le centre pour le monitoring de l'économie indienne (CMIE)** qui fait référence dans ce domaine en Inde. Le taux s'affiche à 7,4 % en juillet, contre 11 % en juin et 8,75 % en mars. Parmi les Etats fédérés, Odisha et Gujarat affichent les meilleurs taux de chômage en juillet, avec 1,9 %. A l'inverse, l'Haryana est au plus haut, avec 24,5 %, suivi par Delhi (20,3 %) et l'Himachal Pradesh (18,6 %). Le chômage au plan rural ressort à 6,6 % en juillet contre 10,5 % le mois précédent. Pour la référence urbaine, le taux ressort à 9,15%, contre 12 % en juin (et autour de 25 % en avril et mai). Le CMIE met en avant trois éléments pour expliquer l'amélioration des chiffres du chômage en Inde en juillet : la bonne mousson et des semailles en milieu rural, ainsi que la réouverture graduelle de la plupart des activités.



- **Dans un rapport publié le 4 août**, mais qui prend en compte les indicateurs économiques jusqu'en juin, **le ministère des Finances** (Département des affaires économiques) **considère que l'Inde se trouve sur une voie fragile de reprise économique** ; cela en raison de la poursuite de la pandémie et du fait qu'un certain nombre d'Etats fédérés maintiennent des mesures de confinement. Le mouvement de reprise jusqu'en juin était essentiellement soutenu par la mise en œuvre du plan de relance 10 % du PIB sur le papier) et les décisions de la Banque centrale (notamment la baisse de son taux de référence de 115 p.b. depuis mars 2020). La soutenabilité de cette reprise dépendra largement de l'évolution de la pandémie, notamment dans les 12 Etats qui fournissent l'essentiel du PIB de l'Inde et qui concentrent 85 % des cas de Covid 19 (dont 40 % au Mahārāshtra et au Tamil Nadu).
- **L'indice PMI des services apparait en légère amélioration à 34,2 en juillet, après 33,7 en juin**. Il reste néanmoins très largement sous la barre des 50 qui délimite l'expansion de la contraction. Pour l'avenir, les perspectives de production à 12 mois apparaissent négatives pour le troisième mois consécutif ; les craintes d'un ralentissement économique important ressortent fréquemment parmi les réponses apportées aux enquêtes menées.
- **Dans le secteur manufacturier, l'indice PMI publié plus tôt dans la semaine indique une marque à 46 pour juillet, en repli par rapport à celle de juin qui ressortait à 47,2**. L'économiste *d'IHS Markit*, organisme en charge de ces analyses, a confirmé son estimation d'une récession supérieure à 6 % en Inde lors de l'exercice budgétaire en cours.

#### POLITIQUE MONÉTAIRE ET FINANCIÈRE

- **La Banque centrale (RBI) maintient son taux repo inchangé à 4 %**. Le Comité de politique monétaire (CPM) a décidé, à l'unanimité, de conserver le taux repo de la RBI inchangé à 4% et de maintenir une orientation accommodante. Dans ses commentaires, le CPM note également que «s'il existe un espace pour de nouvelles mesures de politique monétaire, il est important de l'utiliser de manière judicieuse et opportuniste pour maximiser les effets bénéfiques sur l'activité économique sous-jacente». La plupart des analystes anticipent une nouvelle baisse des taux repo de 50 points de base d'ici la fin de l'exercice 2020-2021.

Le CPM a aussi relevé que l'économie indienne subissait une situation de stress sans précédent, dans un environnement mondial austère. Refusant toujours de se prononcer sur ses prévisions chiffrées d'évolution du PIB pour l'exercice en cours, le Comité s'est contenté d'un laconique "la croissance du PIB réel devrait être négative ». Un endiguement précoce de la pandémie de COVID-19 grâce aux mesures de confinement constituait un point positif. Mais une propagation prolongée de celle-ci, un moindre résultat par rapport à une mousson attendue comme normale et la volatilité des marchés financiers internationaux étaient les principaux risques retenus pour une évolution potentiellement encore plus négative de l'économie indienne.

- **La RBI annonce de nouvelles mesures pour faire face aux conséquences de la pandémie en Inde**. Parmi celles-ci, on peut retenir notamment la création d'un comité ad-hoc pour aider les banques à gérer des prêts fragilisés par les conséquences du COVID-19 ; ce comité devra en particulier déterminer les critères et les normes pour que ces actifs puissent être éligibles à une restructuration. Une Facilité spéciale d'un montant de 100 Mds INR (environ 1,3 Mds USD) est également confirmée pour fournir des liquidités supplémentaires à la Banque nationale pour l'agriculture et le développement rural (NABARD) et la banque nationale du logement (*National Housing Bank*) en vue d'accroître les crédits aux logements dans le secteur agricole.



## AUTRES INFORMATIONS

- **La YES Bank, établissement mal en point et sauvé par une action rapide et bien ordonnée de la RBI en mars dernier, a bouclé récemment l'offre publique de suivi (FPO) de 150 Mds INR.** YES Bank apparaît désormais bien capitalisée pour conduire ses objectifs de croissance et compte désormais des investisseurs de renom avec une solide réputation dans les services financiers, tels que *Bay Tree India Holdings* (géré par *Tilden Park Capital Management*), *LIC*, *Elara Capital*, *BNP Paribas*, *Amansa* et *SBI Capital*, entre autres. Les résultats du premier trimestre de l'exercice 2020-2021 reflètent les progrès réalisés avec l'annonce d'un premier bénéfice en trois trimestres, une légère amélioration de la qualité des actifs (actifs non performants nets à 4,96% contre 5,03% au 31 mars 2020) et une croissance trimestrielle de 11% du portefeuille des dépôts.

## MALDIVES

- **Covid-19 : Dégradation de la situation sanitaire.** La propagation de la maladie s'est accélérée au cours des derniers jours (4 594 cas dont 1 859 actifs, 19 décès au 5 août), ce qui a poussé les autorités à prendre de nouvelles mesures. Un couvre-feu de 22h à 5h est en place depuis le 4 août dans la Capitale. Les entrées et sorties de la région du Grand Malé ont été interdites à partir de cette même date, sauf en cas d'autorisation spéciale. Le port du masque devient obligatoire dans cette dernière et 10 autres îles touchées par la pandémie. La réouverture des écoles, initialement prévue pour le 9 août, a été repoussée au 19 dans la Grand Malé. L'état d'urgence sanitaire est en place depuis le 12 mars. Malgré ces difficultés, l'aéroport est ouvert à l'ensemble des touristes étrangers, et ce depuis le 15 juillet. Sur la période du 15 au 31 juillet, 1769 touristes ont été accueillis.

## NEPAL

- **Selon un rapport d'étude de la Banque centrale (NRB), il faudra en moyenne neuf mois pour que les industries et entreprises touchées par la pandémie reviennent à la normale.** Selon cette enquête publiée le 5 août, l'immobilier, les entreprises, les hôtels et les restaurants constituent les segments qui seront les plus lents à revenir à la normale, avec une latence estimée à quelques 13 mois pour que ces zones atteignent leur stade pré-Covid-19. Pour le secteur de la construction, ce sont 10 mois qui sont estimés pour un retour à la normale et 10 mois pour l'agriculture et la pêche. L'enquête NRB considère que pour le secteur de la santé et du travail social, il faudra cinq mois et demi et cinq mois pour les médias.
- **Le Népal pourrait voir une contraction de 28,7% des remises de fonds de ses expatriés en 2020, en raison de la pandémie de Covid-19, selon une étude récente de la Banque asiatique de développement.** Ce pourcentage correspond toutefois au pire des scénarii envisagés. Il se traduirait par une perte de ressources estimée à 2,32 Mds USD sur la base des données de 2018. Les travailleurs migrants népalais avaient en effet renvoyé au pays quelques 8,29 Mds USD cette année-là, selon les données de la Banque mondiale.

**PAKISTAN**

- **L'inflation mensuelle a augmenté en juillet 2020 pour le troisième mois consécutif et atteint 9,3 %, soit une hausse de 2,5 % depuis mai.** Cette hausse s'explique principalement par : (i) la flambée des prix des produits alimentaires de base ; (ii) l'augmentation des prix des articles ménagers (principalement de cuisine) ; et (iii) la forte augmentation des produits pétroliers orchestrée depuis le 26 juin par les autorités. La Banque centrale estime que l'inflation moyenne annuelle devrait rester dans une fourchette de 8 % à 9 % au cours de l'exercice 2020/21, ce qui est supérieur à l'objectif de 6,5 % fixé par le gouvernement fédéral.
- **La Banque asiatique de développement (BAsD) a placé le Pakistan au quatrième rang des économies asiatiques qui seront les plus touchées par la crise économique, après le Népal, le Tadjikistan et le Bangladesh,** et ce en raison de la chute attendue des transferts de migrants. Selon la BAsD, le reflux des transferts de migrants pourrait chuter prochainement en raison la perte d'emplois et de la baisse des revenus des expatriés, principalement dans les pays du Golfe. Cela aura pour conséquence de creuser de déficit du compte courant, évalué à 1 % pour toute diminution de 10 % des transferts de migrant. Les réserves brutes de change (actuellement de 12 Mds USD) et la valeur de la roupie pakistanaise pourraient également être impactées.
- **Les entreprises étrangères et les investisseurs individuels au Pakistan ont rapatrié près de 1,4 Md USD de bénéfices au cours de l'exercice 2019/20,** soit une chute de 35 % par rapport à l'exercice 2018/19 (à 1,8 Md USD). Toutefois, selon la Banque centrale, les étrangers qui ont investi dans les secteurs des transports, de la chimie et du tourisme ont rapatrié des bénéfices comparativement plus élevés au cours de l'exercice 2019/20 que lors de l'exercice précédent. La baisse globale des rapatriements peut s'expliquer par : (i) une dépréciation significative de la roupie pakistanaise au cours de l'exercice 2019/20 par rapport au dollar américain (accentué depuis la pandémie) ; (ii) le ralentissement des activités économiques nationales ; et (iii) la préférence de nombreux investisseurs de réinvestir les bénéfices au Pakistan plutôt que de les rapatrier. Les secteurs d'activité ayant profité le plus aux investisseurs étrangers au cours de l'exercice 2019/20 sont : le secteur de l'énergie, l'industrie des biens de consommation, la fabrication de textile, le secteur bancaire et la fabrication de produits chimiques.
- **Les exportations pour le premier mois de l'exercice 2020/21 ont enregistré une hausse de 5,8 % par rapport à juillet 2019, soit la première augmentation après quatre mois.** Pour rappel, les exportations avaient chuté de 57 % en avril, de 34 % en mai et baissé de 6 % en juin. Les secteurs qui ont enregistré la plus forte hausse de leur exportation sont : le secteur de la transformation des aliments (+ 300 % en g.a.), le secteur des textiles-vêtements, les produits de la pêche (+ 50 % en g.a.) et les textiles-maison (+ 24 % en g.a.).
- **Le nouvel exercice débute sur une note optimiste pour le secteur du ciment alors que ses ventes ont grimpé de 37,8 % en glissement annuel** à 4,8 millions de tonnes en juillet 2020, et ce sur les ventes domestiques et les exportations. Selon les données de l'*All Pakistan Cement Manufacturers Association*, les ventes nationales de ciment ont augmenté de 32,7 % en juillet 2020 en glissement annuel tandis que les exportations ont quant à elles enregistré une augmentation plus impressionnante de 66 % par rapport au même mois de l'exercice précédent.
- **Les ventes de produits pétroliers ont enregistré une hausse de 3 % en juillet 2020 en glissement annuel à 1,7 millions de tonnes.** Cela s'explique principalement par le redémarrage des centrales électriques au fioul pour répondre à la demande croissante d'électricité pendant la



saison estivale ainsi que de la réouverture des usines et industries. Sur une base mensuelle, les ventes de mazout ont augmenté de 109 % par rapport à juin. En revanche, les ventes d'essence ont légèrement diminué de 1 % ainsi que les ventes de diesel (-10 %). Cela peut s'expliquer par la forte hausse des prix des carburants à la pompe depuis fin juin et le confinement partiel des activités toujours en vigueur. L'entreprise *Shell Pakistan* a enregistré une croissance mensuelle de 32 % des ventes de diesel et de 7 % des ventes d'essence tandis que la *Pakistan State Oil* (PSO) a vu sa croissance multipliée par trois des ventes de fioul. PSO a toutefois subi dans le même temps une forte baisse de ses ventes de diesel et d'essence, insuffisantes pour contrebalancer la croissance des ventes de fioul.

## SRI LANKA

- **Croissance négative du PIB, à -1,6% pour le premier trimestre 2020.** Selon le Département des Statistiques, le PIB réel sri lankais s'est contracté de -1,6% au T1 2020 comparé à la période correspondante en 2019. Il s'agit d'une baisse marquée par rapport à la croissance du PIB enregistrée au T1 2019 (+3,7%) et sur l'ensemble de l'année (+2,3%). Il a ainsi atteint 2 292,6 Mds LKR à l'issue de trois premiers mois de l'année, contre 2 330 Mds LKR au T1 2019.

Le secteur des services enregistre une hausse de sa valeur ajoutée de +3,1% au T1 2020 en glissement annuel, et demeure le principal moteur de l'économie avec 58,3% du PIB. Plusieurs catégories de services ont progressé, en particulier ceux de télécommunications, qui enregistrent la plus forte progression (+15,2% en g.a), ainsi que les services informatiques (+9,6%). Les services financiers s'affichent également en forte hausse (+9% en g.a). A l'inverse, le secteur de l'hébergement et de la restauration s'est contracté de -6,2% en g.a du fait de l'impact de la pandémie sur le tourisme. L'agriculture (7,3% du PIB) a décliné au T1 2020 (-5,6% en g.a), notamment à cause des contreperformances en matière de production de thé (-27,5%), de caoutchouc (-8,7%) et l'exploitation forestière (-13,3%). En revanche, les valeurs ajoutées issues de la production de céréales (+12,9%), de riz (+4,1%) et de fruits (+7,4%) ont progressé sur la période considérée en 2020 par rapport à l'année précédente.

L'industrie (28,4% du PIB) a eu une croissance négative de -7,8% au T1 2020 en g.a, pénalisée notamment par l'effondrement des activités de production de produits pétroliers raffinés (+19,2% en g.a), la fabrication de produits textiles (-13,6%) ainsi que pour les produits en caoutchouc et plastique (-11,6%). A l'inverse, la production de produits alimentaires et de boissons a cru de +2,8%. Par conséquent, l'industrie manufacturière totale a baissé de -4,1% sur la période considérée. La construction opère quant à elle un repli significatif (-16% en g.a, contre +6,9% au T1 2019). Enfin, les impôts – hors subventions – ont contribué à 6% du PIB. En raison d'un couvre-feu strict imposé sur toute l'île à partir du 20 mars puis d'un relâchement progressif depuis la fin avril, le deuxième trimestre devrait connaître une performance économique encore plus dégradée.

- **Chute des exportations de textile sur le premier semestre 2020.** D'après l'association des industriels du secteur du textile (*Joint Apparel Association Forum Sri Lanka*), les exportations de textile ont atteint 1,8 Mds USD sur la période janvier – juin 2020, soit une baisse de -30% en glissement annuel. Les exportations ont principalement été destinées aux Etats-Unis (830,5 M USD ; 45,3% de part de marché) et à l'Union européenne (752,9 M USD ; 41% de part de marché) grâce notamment à la facilité SPG+. Les ventes vers les Etats-Unis ont baissé de -27% sur la période considérée contre -32% pour l'UE. La crise engendrée par la pandémie du



COVID-19 a fortement affecté le secteur du fait de difficultés à importer des intrants, de la chute des commandes des marchés traditionnels et du couvre-feu imposé de manière strict de la fin mars à la mi-mai. Les ventes de vêtements et textiles, traditionnel premier poste d'exportation du pays, avaient été de 5,6 Mds USD en 2019, soit 47% des exportations totales.

- **Fort impact de la crise sur les entreprises d'après un sondage de l'Association des employeurs de Ceylan (EFC).** Ce sondage, effectué par l'EFC du 15 avril au 12 mai 2020 auprès de 100 entreprises de secteurs diverses et qui emploient plus de 125 000 personnes, illustre le fort impact de la pandémie sur leurs activités. Un-tiers des sociétés ont complètement suspendu leurs opérations durant la période du couvre-feu. Un-quart des sociétés interrogées ont autorisé la majorité de leurs employés à travailler depuis leur domicile. La moitié avait déclaré avoir déjà d'importantes difficultés de trésorerie au moment de l'étude, 18% disposaient d'une trésorerie suffisante pour un mois seulement et 39% pour trois mois. Ces problèmes financiers pèsent de manière négative sur les investissements et l'emploi.

Les entreprises qui ont répondu ont, en moyenne, annoncé une baisse des effectifs de -7% pour les cadres et de -9% pour les non-cadres. Les entreprises uniquement exportatrices déclarent une perte d'emploi de -21%, taux le plus élevé parmi les différents secteurs étudiés, illustrant le choc substantiel de la crise sur les activités à l'export. En ce qui concerne la perception des sondés sur les mesures que le gouvernement pourrait prendre, la réforme du droit du travail apparaît comme la plus essentielle. Ils recommandent notamment de faciliter le télétravail, des horaires plus flexibles ainsi que d'introduire un régime public de soutien sur le paiement des salaires pour permettre aux entreprises de mieux faire face aux périodes de crise. En matière commerciale, les entreprises interrogées suggèrent de réduire les droits de douane sur les intrants.

#### Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
<b>Bangladesh</b>	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
<b>Pakistan</b>	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
<b>Sri Lanka</b>	B2	Négative	B-	Stable	B-	Négative	B	B
<b>Maldives</b>	B3	Négative	-	-	B	Négative	D	D

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional

#### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service Économique Régional de New Delhi  
2/50-E, Shantipath, Chanakyapuri, New Delhi, Inde

Rédigé par P. Pillon, T. Gharib, P-H. Lenfant, D. Simon, R. Chappe, J. Deur et H. Lafond.

Version du 07/08/2020